

Paris, le 31 mars 2025

à

Mesdames et messieurs les préfets de région
Mesdames et messieurs les préfets de département

Objet : Territorialisation de la planification écologique : mise en œuvre des COP régionales 2025.

Domaine	Planification écologique – COP régionales
Date de signature	31 mars 2025
Auteur	Premier ministre
Résumé	La présente instruction précise les conditions dans lesquelles devront être préparées et coanimées avec les présidents et présidentes des conseils régionaux les COP régionales en 2025.
Nombre de pages et annexes	2 pages et 2 annexes

Pour faire réussir la transition écologique, sous la bannière France Nation Verte, nous avons mobilisé en 2024 les citoyens, les entreprises, les collectivités locales autour d'objectifs concrets : réduction des émissions de gaz à effet de serre, préservation et restauration de la biodiversité, notamment.

En 2025, nous devons poursuivre cette démarche avec pour objectif prioritaire l'adaptation de nos territoires au changement climatique en déclinaison du plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC) et en s'appropriant la trajectoire de référence maintenant partagée par tous (TRACC).

Pour que cette démarche demeure concrète et animée dans les territoires, en prenant en compte leur diversité, je vous propose de retenir les éléments de méthode suivants :

.../...

- Réunir les Conférences des parties (COP) que vous avez initiées l'an passé et poursuivre leur co-animation avec les présidents de région. Vous vous appuyerez sur leurs résultats et fixerez des objectifs actualisés.
- Pour mieux tenir compte de la variété des enjeux territoriaux liés à l'adaptation au changement climatique, les préfets de département piloteront ce volet des COP en mobilisant les sous-préfets et DDT(M), en veillant à associer tous les exécutifs des territoires ainsi que les acteurs socio-économiques, les associations et les citoyens.
- Les contrats pour la réussite de la transition écologique (CRTE) demeurent les contrats intégrateurs déclinant les projets de territoire. Les autres contractualisations (Fonds verts, DSIL, DETR...) doivent également être cohérents avec les objectifs fixés.

Le SGPE vous fournira tous les éléments nécessaires pour mettre en place un dialogue fructueux avec les collectivités : données cartographiques, outils d'aide à la décision. Une démarche en trois temps vous est proposée à travers le guide COP 2025 : sélection des priorités d'ici l'été, mise en discussion au plus près du terrain d'ici l'automne et formalisation des engagements à la fin de l'année.

Dans le domaine de l'eau, il est essentiel de veiller à une bonne synergie entre les travaux des COP et les conférences de l'eau dont les modalités seront précisées prochainement. Pour les territoires ultra-marins, une instruction spécifique leur sera dédiée. Une attention particulière doit enfin être portée aux 100 territoires accompagnés par la mission adaptation.

Je sais pouvoir compter sur vous, avec l'appui des services de l'État et de ses opérateurs, pour réussir cette animation des territoires et faire partager l'enjeu de souveraineté que porte l'exigence de l'adaptation au changement climatique.



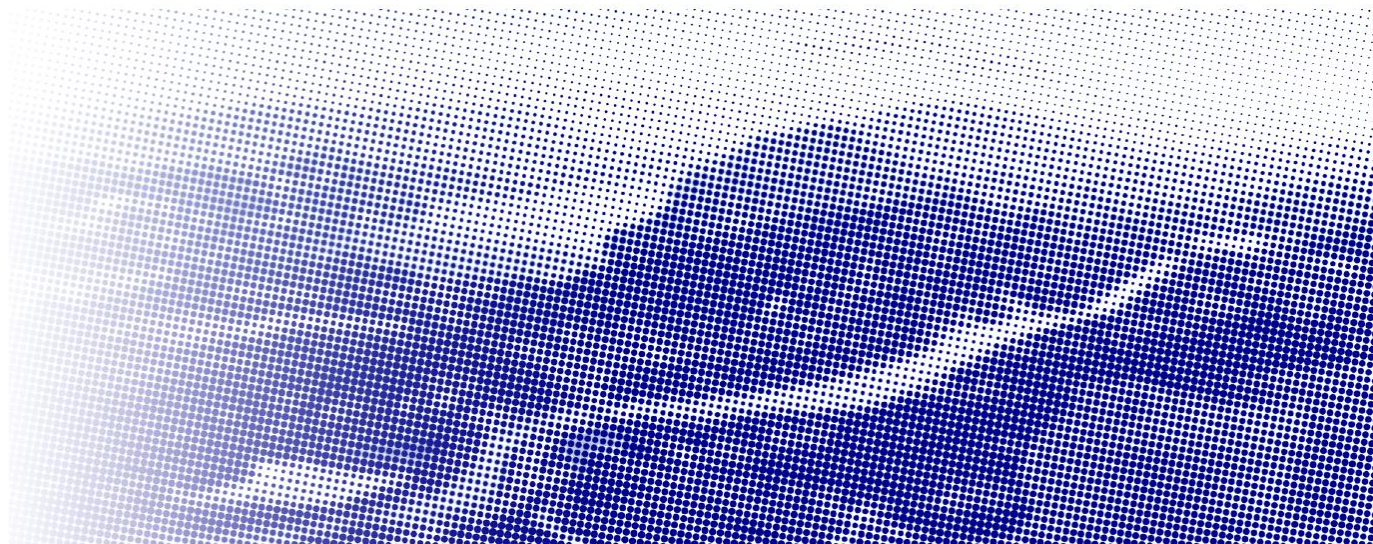
François BAYROU



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général
à la planification
écologique



GUIDE COP 2025

AJOUT DU VOLET ADAPTATION

**FRANCE
NATION
VERTE >**

Agir • Mobiliser • Accélérer

PLANIFICATION ECOLOGIQUE

2EME ANNEE DE LA DEMARCHE TERRITORIALE DE MOBILISATION DES ACTEURS DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE DANS LES TERRITOIRES

LA COP EN 2025

Ce guide précise les conditions dans lesquelles pourraient être préparées les COP régionales en 2025 et approfondi le déploiement de la planification écologique dans chaque territoire.

1. FINALISATION DE LA COP 2024, ATTENDUS POUR LA COP 2025

Vous avez finalisé la COP 2024 coanimée avec les présidents des conseils régionaux grâce à la publication de la « feuille de route à 2030 » de chaque région. S'appuyant toutes sur une méthodologie commune élaborée par le SGPE, les feuilles de route de chaque région sont également toutes diverses du fait de la latitude qui vous a été donnée concernant la conduite des COP.

Les COP ont permis de partager entre les niveaux nationaux, régionaux et infra-régionaux des objectifs chiffrés à 2030 et un cadre d'actions commun et pour cela je vous remercie ainsi que vos équipes pour les travaux menés. Le SGPE est chargé de consolider ces feuilles de route et de les apprécier, cette année, selon un critère de sécurisation de l'opérationnalisation. Vous avez été destinataires de ce document, qui montre que des engagements sont pris sur ~2/3 des baisses et objectifs proposés et qu'il reste donc encore 1/3 de l'effort à sécuriser d'ici 2030.

2. NOUVEAUTES ET ATTENDUS DE LA COP 2025

Les COP sont annuelles et ancrées dans une démarche itérative d'amélioration et d'approfondissement. La deuxième édition des COP régionales sera l'occasion de :

- faire un point d'étape sur la mise en œuvre des actions identifiées par les collectivités dans la feuille de route de la COP 2024, et particulièrement leurs concrétisations dans le cadre des contractualisations (CRTE, PCAET) ;
- enrichir cette feuille de route de nouvelles actions et projets, en capitalisant notamment sur les travaux en cours sur la restauration de la nature et sur l'anticipation des besoins en emplois et compétences, et tout autre démarche nationale ou régionale de transition écologique en cours de territorialisation (par ex. PPE, SNB, CRE, CRB, conférences de l'eau) ;
- développer la thématique de l'adaptation au changement climatique comme prévu dans le PNACC¹ ;
- mieux impliquer le secteur privé, le monde socio-économique, les citoyens, mais aussi les collectivités et particulièrement l'ensemble des EPCI, dans un esprit de proximité et une démarche d'écoute et de dialogue ;
- nourrir la démarche de simplification.

L'ouverture de la COP 2025 sera faite au niveau régional avec une présentation du volet Adaptation. Les effets du changement climatique étant très localisés, ils nécessitent de prendre en compte la sensibilité du territoire et appellent des mesures locales principalement dans le champ de compétence des communes et des EPCI. L'échelle de travail privilégiée est donc celle du territoire départemental pour faciliter cette mobilisation de l'ensemble des EPCI, et des élus locaux tout en

¹ Voir PNACC, « Mode de concertation » p5

veillant à l'implication des structures territoriales (PETR, PNR, CEN, conservatoire du littoral, CAUE, Agences d'Urbanisme, ...). Pour cette raison, la gouvernance régionale sera prolongée par la gouvernance départementale : le préfet de département pilotera le déploiement des 3 étapes du volet « Adaptation ».

a. Suivi des feuilles de route 2024 dans le cadre de la COP 2025

La COP 2025 sera l'occasion de faire le point sur les engagements pris par les collectivités dans le cadre de feuilles de route régionales. La méthode vous appartient mais pourra intégrer une relecture des feuilles de route et une appréciation, secteur par secteur et levier par levier, du degré d'atteinte des objectifs fixés, ou de votre confiance à y parvenir.

Le SGPE mène en parallèle avec le CGDD, l'ensemble des directions du MTE, du MATD et du MASA, un travail de consolidation d'un tableau de bord de suivi de la planification écologique, permettant à l'échelle régionale (voire infra-régionale) de suivre les progrès réalisés sur chaque levier de la planification écologique. Cet exercice est mené en lien avec la DITP pour assurer la cohérence avec la démarche Pilote.

Par ailleurs, il s'agira de s'assurer de la cohérence avec la feuille de route de la COP régionale des nouveaux projets inscrits dans la démarche CRTE, actualisée selon les modalités de l'instruction ministérielle du 30 avril 2024. Un accompagnement méthodologique, en annexe, comprenant un mode opératoire sur l'articulation des CRTE avec les priorités de la planification écologique ainsi que des modèles d'avenant au CRTE et de maquette financière, est mis à disposition des services de l'Etat et des collectivités et groupements impliqués dans des CRTE.

b. Territorialisation de la démarche d'adaptation au changement climatique dans le cadre de la COP 2025

Le 3^{ème} projet de PNACC a été présenté le 25 octobre 2024, avec une consultation grand public clôturée fin décembre, des concertations sectorielles confiées à chacun des ministres du Gouvernement et maintenant des concertations territoriales dans le cadre des COP régionales. A travers le volet Adaptation de la COP 2025, il s'agit de :

- Porter à connaissance le PNACC et la trajectoire de référence pour l'adaptation au changement climatique (TRACC + 4°C) ;
- Mettre en place un dialogue avec les collectivités, et en particulier les EPCI et les communes sur les sujets d'adaptation, grâce à des outils d'aide à la décision fournis par le SGPE ;
- Sélectionner de premières priorités d'adaptation et après débats, choisir des actions concrètes à mener au niveau infra-départemental ;
- Porter à la connaissance des collectivités territoriales l'offre unifiée d'accompagnement de l'Etat (Mission adaptation), des collectivités et de l'ingénierie locale, de même que les sources complémentaires d'informations sur le changement climatique et l'adaptation (Climat-Diag, DRIAS...).

La territorialisation de l'adaptation au changement climatique, après un lancement régional, pourrait compter trois étapes pour l'ensemble des collectivités territoriales qui seront animées au niveau infra-départemental/départemental (selon le choix du préfet département) :

Etape 1 : Partager les effets liés au changement climatique sur le territoire selon la TRACC et identifier de premières priorités d'adaptation

- A réaliser **à l'échelle** infra-départemental/**départementale** en collaboration étroite entre l'Etat, le conseil départemental et les EPCI

- A bâtir à partir d'un **socle de cartographies comme outils d'aide à la décision** (effets probables du changement climatique et facteurs de sensibilité du territoire), fournies par le SGPE, en s'appuyant sur des **jeux de données publics existants intégrant la TRACC**, et à défaut, sur des données existantes traduisant l'état des connaissances disponibles

Trois remarques :

- Selon l'existence de cartes locales ou données plus précises (produites ou rassemblées dans le cadre des PCAET, PPRN, notamment), l'ATE est libre de **compléter le socle de cartographies avec des données locales**
- Pour certains effets, en l'absence d'intégration à ce jour de la TRACC dans leur modélisation, les **ressources cartographiques** utilisées par le SGPE **sont les plus récentes disponibles**
- Le caractère « ensemblier » du processus COP permet de **traiter certains sujets à l'échelle régionale** (ex : le transport de voyageurs et de marchandises) ou à une échelle infra-régionale pertinente pour un secteur donné, en particulier pour les réseaux (ex : AOM)

Etape 2 : Mettre en débat avec les collectivités, à l'échelle infra-départementale /départementale, les premières priorités d'adaptation identifiées grâce à :

- Un **nouveau panorama des leviers**, élaboré par le SGPE, pour identifier de nouvelles actions ou consolider sur les actions existantes
- Un **guide des leviers associé** illustrant des « **actions sans regret** », contribuant à la fois à l'adaptation, à la préservation de la biodiversité et à l'atténuation du changement climatique et/ou dont la pertinence est avérée quel que soit le scénario climatique et l'horizon temporel considéré.
- Ce débat doit permettre, à partir des priorités d'adaptation identifiées, de **confirmer, préciser et prioriser des actions à initier ou poursuivre pour 2026** – celles-ci pourront consister en des études complémentaires, des projets opérationnels, des actions de communication...
- Les projets lauréats, déjà mis en œuvre sur les territoires, dans le cadre de dispositifs ministériels nationaux ou locaux seront intégrés aux débats et valorisés dans le cadre des COP 2025.

Etape 3 : Consolider les actions d'adaptation dans la feuille de route régionale à 2030

- Les débats Adaptation doivent aboutir à des choix de **nouvelles actions prises par les territoires sur l'adaptation**
- Ces actions seront **consolidées dans la Feuille de Route de la COP 2025** (voir infra). Il convient de veiller à la dynamique de mise en cohérence des documents de planification à chaque échelon territorial, ainsi que des CRTE.

Le SGPE, avec les Secrétaires Généraux des COP régionales placés auprès des SGAR et à l'écoute de vos équipes (DREAL, DEAL, DDT-M, D(R)AAF, DREETS...) apportera l'aide et le support à l'identique à celui apporté lors de la COP 2024.

Une forte implication du binôme sous-préfets / DDT-M et un travail par arrondissement est encouragé. Une coordination entre ces mêmes binômes de départements voisins peut être envisagée sur les sujets appelant des réponses dépassant l'échelon départemental, en lien avec les directions régionales concernées (adaptation des filières agricoles par exemple). De même, il

conviendra de s'assurer que les chefs de projets chargés de l'animation et de l'accompagnement des CRTE ou l'ingénierie des programmes portés par les opérateurs de l'Etat (Petites Villes de Demain, Villages d'Avenir, Action cœur de ville, TETE, etc....) soient bien sensibilisés et se fassent les relais de cette démarche. Il s'agira de traiter les enjeux d'adaptation sur lesquels le niveau de connaissance et de prise en main est très variable: certaines collectivités sont déjà très avancées sur le diagnostic de vulnérabilité comme sur l'élaboration d'un plan d'action, notamment dans le cadre d'un PCAET. Cette variabilité devra être prise en considération dans la démarche. L'animation de ces débats pourra s'appuyer sur des démonstrateurs locaux de la ville et des territoires durables (par exemple la démarche EcoQuartiers).

c. Un esprit de proximité, une démarche d'écoute et de dialogue

Chaque COP régionale 2024 a associé les niveaux de collectivités de façon hétérogène. Il vous revient de veiller à ce que tous les exécutifs locaux du territoire régional soient impliqués. Lorsqu'ils existent, vous pourrez associer les Parcs nationaux et régionaux.

Dans cet esprit, il est proposé :

- De mettre en exergue les travaux et les outils portés par l'Etat, (y compris par les opérateurs de l'Etat tels que Météo France, ADEME, CEREMA, ANCT, Banque des Territoires, Agences ou Offices de l'Eau, OFB, ONF, ASP, IGN, INSEE, BRGM, FranceAgriMer, ODEADOM, Agence Bio...). Leurs compétences de diagnostic, de prévention, d'analyse doivent être mobilisées et mises en valeur ;
- D'associer systématiquement les acteurs socio-économiques dans le travail des COP afin qu'ils apportent leur expérience de démarche environnementale ; par ailleurs, il conviendra d'anticiper les besoins territoriaux en emplois et compétences pour réussir la planification écologique, afin de permettre la création d'emplois pérennes et une transition la plus juste possible ;
- D'associer étroitement les citoyens, grâce à des débats dont la forme vous revient en vous assurant a minima de la transparence sur les objectifs et de la suite donnée (la DITP peut vous soutenir dans la recherche de la forme la plus adaptée: acceleration.ditp@modernisation.gouv.fr). Cette participation du citoyen peut être engagée notamment sur les volets Atténuation et Ressources/Biodiversité pour cette année 2025. Il peut y avoir trois objectifs :
 - (i) Permettre de répertorier les initiatives locales existantes, source d'actions et d'inspiration, et le cas échéant identifier des propositions pertinentes. Et, les inclure dans la conclusion de la COP 25 ;
 - (ii) Permettre au citoyen l'appropriation des enjeux de son territoire, de ses objectifs et des leviers permettant de les atteindre ;
 - (iii) Faire connaître l'action publique de l'Etat comme celle des nombreuses collectivités engagées de longue date sur ce chemin.

d. Impératif de simplification

Il vous est demandé d'accentuer votre vigilance sur les besoins de simplifications qui vous seraient signalés par les collectivités territoriales, les associations départementales des maires ou les associations départementales des maires ruraux.

Vos signalements seront étudiés par France Simplification et, le cas échéant, le ministère concerné. L'objectif sera de « débloquer » les projets ou les actions locales qui seraient empêchés en raison de la complexité de la réglementation.

3. CALENDRIER

Proposition de calendrier prévisionnel 2025 :



- ⇒ Le **travail de concertation sur le volet Adaptation est mis en œuvre au printemps 2025** – en étroite association avec les collectivités territoriales et les autres acteurs locaux pertinents, afin d'être en mesure d'organiser les débats et de disposer d'une feuille de route « Adaptation » à décembre 2025.
- ⇒ **En parallèle, la mise en œuvre et le suivi des objectifs de la feuille de route (Atténuation, Biodiversité, Ressources) issue de la COP 2024 sont réalisés**, en vérifiant si les « jalons 2025 » fixés dans les feuilles de route 2024 sont atteints. Suivront les concertations avec l'ensemble des collectivités locales pour réorienter, amplifier les actions et définir les actions et projets 2026 pour atteindre les objectifs régionaux 2030.
- ⇒ **L'engagement pour les actions d'adaptation issue des premières priorités coconstruites à l'échelle infra-départementale, départementale ou régionale est un point fort de cette COP 2025, il est consolidé au niveau régional. Il convient d'intégrer dans la feuille de route régionale 2030 à la fin d'année 2025** toutes les démarches déjà engagées en faveur de l'adaptation de votre territoire au changement climatique, en mettant en exergue les actions nouvelles nécessaires venant les compléter en réponse aux priorités d'adaptation sélectionnées et aux concertations menées.

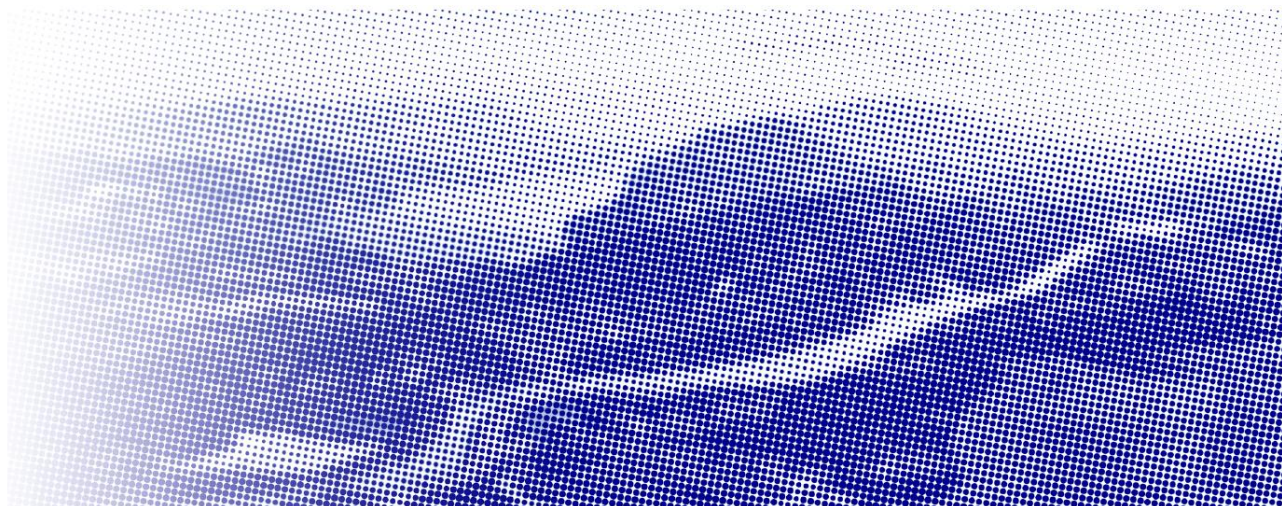


GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Agir • Mobiliser • Accélérer



Guide pratique actualisation des CRTE dans le cadre de la planification écologique

Guide pratique actualisation des CRTE dans le cadre de la planification écologique

Un accompagnement méthodologique est proposé aux services de l'Etat et des collectivités et groupements impliqués dans des CRTE sous la forme de :

1. Une fiche pratique répertoriant des questions, outils et ressources ciblées sur l'articulation des CRTE avec les priorités de la planification écologique et sur la priorisation des projets ;
2. Un modèle d'avenant au CRTE ;
3. Un modèle de maquette financière.

Par ailleurs, l'ensemble des projets des CRTE seront renseignés par vos services, en lien avec les collectivités territoriales, dans l'outil de suivi des CRTE développé par l'ANCT sur GRIST. Cet outil prévoit notamment des rubriques relatives à la contribution des projets à la feuille de route de la COP et aux leviers de la planification écologique, ainsi qu'à la recherche de l'amélioration de leur impact environnemental, en lien avec l'utilisation d'outils de type « boussole de la transition écologique ». Fin 2025, les données de suivi des CRTE seront récupérées automatiquement depuis Mon Espace Collectivité.

1 : Fiche méthodologique sur l'articulation des CRTE avec les priorités de la planification écologique et sur la priorisation des projets

Objet de la fiche, éléments de contexte

Cette fiche méthodologique propose aux préfets, services et opérateurs de l'Etat une grille d'analyse indicative des contrats pour la réussite de la transition écologique (CRTE) et des projets qui y sont inscrits, ou ont vocation à l'être, au regard notamment des priorités de la planification écologique territorialisées dans les feuilles de route issues des « conférences des parties » (COP) régionales et, le cas échéant, des priorités définies à l'échelle départementale. L'objectif est d'accompagner la mise en œuvre des objectifs et leviers de la planification écologique dans les CRTE, ainsi que la priorisation des projets avec une grille d'analyse. Pour aller plus loin, des ressources sont également disponibles dans l'espace collaboratif national sur la territorialisation de la planification écologique animé par le Commissariat général au développement durable (CGDD).

Ces propositions méthodologiques sont issues d'un groupe de travail animé par le CGDD et composé de représentants du Secrétariat général à la planification écologique (SGPE), de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), de directions départementales des territoires (DDT) et de la mer (DDT-M) et de directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL).

Ces propositions de méthodologie se placent dans l'objectif d'une amélioration continue des CRTE, étant entendu que chaque territoire peut être à un niveau d'avancement différent, de son projet de territoire ainsi que dans la prise en compte de la transition écologique pour accélérer la mise en œuvre de la transition écologique dans les territoires, de façon adaptée à leurs enjeux :

- Comment apprécier la contribution d'un CRTE à la planification écologique, et plus largement, à la transition écologique ?
- Comment apprécier la contribution d'un projet, inscrit ou à inscrire dans un CRTE, à la planification écologique, et plus largement à la transition écologique ?
- Comment prioriser les projets, notamment en vue de la participation de l'Etat et ses opérateurs à leur financement ?

Comment apprécier la contribution d'un CRTE à la planification écologique, et plus largement, à la transition écologique ?

Il s'agit ici de répondre principalement à la question suivante : quelles les thématiques de la planification écologique nationale et de sa déclinaison territoriale à travers les COP régionales (et départementales le cas échéant), qui sont pertinentes sur son territoire, le CRTE couvre-t-il ?

Elle permet d'apprécier l'ambition environnementale des CRTE et leurs marges d'amélioration dans la prise en compte des enjeux de transition écologique (TE) dont l'adaptation au climat futur, ainsi que leur contribution aux planifications sectorielles territorialisées de type stratégie nationale bas-carbone (SNBC), programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC), stratégie nationale biodiversité (SNB)...

Pour y répondre, deux méthodes complémentaires peuvent être mises en œuvre.

1. Au niveau régional, sur le modèle de ce qui a été mis en place en Auvergne-Rhône-Alpes (AuRA), la DREAL peut préparer et mettre à disposition des services de l'État (DDT-M notamment), pour les appuyer dans leur dialogue et accompagnement des collectivités locales et EPCI, une grille d'analyse de CRTE structurée selon la feuille de route régionale issue de la COP. Les services départementaux peuvent adapter la grille en fonction des objectifs et besoins identifiés localement, notamment dans le cas de « COP départementales ». L'objectif d'une telle grille est de permettre d'apprécier la contribution du CRTE analysé à chacun des défis environnementaux/thèmes ou secteurs, des objectifs et des actions retenus dans la feuille de route, à travers une série de questions du type :

- Concernant un défi environnemental, thème ou secteur (ex. : Transports et mobilités) : Quel(s) objectif(s) le CRTE se fixe-t-il sur ce secteur et quels résultats sont attendus en termes de réduction des gaz à effet de serre (GES) et/ou de préservation des ressources et de la biodiversité ?
- Concernant une action de la feuille de route (ex. : mise en place de pôles d'échanges multimodaux) : trois types de questions peuvent être posées :
 - Le territoire est-il concerné par ce sujet (oui / non) ?
 - Le CRTE prévoit-il déjà des objectifs et actions en la matière ?
 - Quels objectifs et/ou actions pourraient être intégrés ou renforcés sur ce sujet ?L'exemple de la grille d'analyse de la DREAL AuRA est partagé dans l'espace collaboratif national sur la territorialisation de la planification écologique animé par le CGDD.

2. Au niveau national, l'ANCT a mis en place un outil pour le suivi et le pilotage des CRTE (sous GRIST avec un interfaçage à venir avec Mon espace collectivité – MEC -, plateforme numérique développée par l'ANCT pour le pilotage des projets locaux susceptibles de bénéficier d'appuis financiers et/ou en ingénierie de l'État et de ses opérateurs). Il est possible dans cet outil d'étiqueter (« taguer ») les projets CRTE selon les leviers de la planification écologique nationaux et de compléter avec les leviers territoriaux dans une autre colonne. À mesure que les projets seront renseignés avec ces informations, les analyses seront possibles au niveau d'un CRTE, d'un département, d'une région et au niveau national.

Comment apprécier la contribution d'un projet, inscrit ou à inscrire dans un CRTE, à la planification écologique, et plus largement à la transition écologique ?

Cette appréciation peut être réalisée localement dans le dialogue à travers trois séries de questionnements complémentaires :

- 1. Le projet contribue-t-il à un ou plusieurs leviers de la planification écologique tels que définis au niveau national par le SGPE et au niveau territorial par la COP régionale et, le cas échéant, par la COP départementale ?**

La réponse à cette question passe par une analyse nécessairement qualitative « manuelle » sur la base de la description du projet. Une revue systématique des objectifs et actions portés dans la feuille de route régionale (départementale le cas échéant) doit permettre d'identifier les objectifs dans lesquels s'inscrit le projet et le (ou les) levier(s) de la planification écologique associé(s). L'information peut ensuite être saisie dans l'outil de suivi GRIST précité (à terme, dans MEC), en particulier dans une colonne du type « Leviers de référence de la planification écologique », avec un menu déroulant proposant les leviers identifiés au niveau national par le SGPE, potentiellement complétée dans une colonne dédiée aux leviers territoriaux, en écriture libre. Un programme intégré dans GRIST permet de faire des propositions automatiques de leviers selon l'intitulé du projet. La validation reste au niveau de l'utilisateur.

2. L'impact environnemental du projet a-t-il été questionné et optimisé, et ce, dans toutes ses dimensions (impact GES, adaptation, préservation de la biodiversité et des ressources, déchets...) ?

Pour les nouveaux projets à inscrire dans les CRTE, les informations associées à cette question ont vocation à être saisies dans l'outil de suivi GRIST à travers trois colonnes :

- Une colonne permettant de préciser si le projet prend en compte les critères de résilience associés aux enjeux d'adaptation au changement climatique (critères en cours de définition au niveau national par le DGEC dans le cadre des mesures du PNACC) ;
- Une colonne permettant de préciser si le projet a été questionné et optimisé par rapport à son impact environnemental ;
- Une colonne associée à la précédente permettant de joindre un document de synthèse formalisant la prise en compte de l'impact environnemental du projet. Ce document peut par exemple être le résultat de l'utilisation de la Boussole de la Transition Ecologique.

3. Le projet a-t-il fait l'objet d'une appréciation qualitative et/ou quantitative de son impact environnemental ?

L'analyse se fait dans le cadre du dialogue territorial entre le porteur de projet et les services de l'État.

Actuellement le porteur de projet peut s'appuyer sur différents outils existants pour apprécier l'impact environnemental de son projet, principalement de façon qualitative mais aussi parfois avec une approche quantitative, a minima sous forme d'ordre de grandeur ou de note / cotation :

- Pour les projets soumis à évaluation environnementale : cette évaluation elle-même, en particulier l'étude d'impact qu'elle comporte (évaluation de l'incidence du projet sur l'environnement, notamment le climat et la biodiversité, et définition des mesures pour éviter-réduire-compenser) : cf. par exemple la méthode et les ressources proposées sur le site <https://www.notre-environnement.gouv.fr/themes/evaluation/article/l-evaluation-environnementale> ;
- La Boussole de la Transition Ecologique (BTE) ou un outil équivalent permettant d'apprécier l'impact environnemental du projet, de façon qualitative et/ou quantitative : <https://www.boussole-te.ecologie.gouv.fr/> ;
- La méthode de cotation du Budget Vert des collectivités territoriales (Brun – Gris – Vert) ;
- Les différents outils et méthodes d'analyse d'impact ou de bilan GES proposés par certains acteurs (quantiGES de l'ADEME par exemple).

Sur ce dernier point, une taskforce a été mise en place au niveau national pour définir une méthode harmonisée de calcul ex-ante des impacts des actions de transition écologique (sur le périmètre atténuation et GES dans un premier temps). Animée par le CGDD, elle regroupe le SGPE, la DGEC et l'ADEME et s'appuie sur les collectivités et associations d'élus. Les travaux sont prévus pour le second semestre 2025, et les conclusions seront implémentées notamment dans Mon Espace collectivité / GRIST.

Comment prioriser les projets, notamment en vue de leur financement ?

La priorisation des projets assure une mobilisation efficiente de l'ingénierie et des financements publics dans un contexte budgétaire contraint. Elle peut se faire sur la base des nouveaux projets proposés au CRTE voire de certains projets déjà inscrits mais non encore mis en œuvre.

Des critères sont ici proposés afin de déterminer le degré de priorisation, sans préjuger de la décision finale relevant des élus et du préfet pouvant apprécier différemment les enjeux et priorités locales. Ces critères, non exhaustifs, sont les suivants :

- Contribution aux priorités du projet de territoire ;

- Caractère structurant du projet pour le territoire : dans l'espace, dans le temps, projet nécessaire pour d'autres réalisations, ...
- Niveau d'impact environnemental (maximisation des impacts positifs et limitation des impacts négatifs) ;
- Capacité d'adaptation/de résilience ;
- Contribution aux priorités de la planification écologique définies nationalement et déclinées au niveau régional, et départemental le cas échéant, à travers les COP ;
- Appréciation de la capacité de mise en œuvre/degré de maturité du projet : gouvernance établie, financement(s) et compétences disponibles, notamment en matière d'ingénierie, acceptabilité sociale...

Ces critères ne sont pas hiérarchisés, mais il convient de veiller à ce que l'ambition environnementale du projet demeure un critère central.

2 : Modèle d'avenant CRTE



agence nationale
de la cohésion
des territoires

Logo de la
Préfecture

Logo de la
collectivité

PRÉFECTURE DE XXXX

AVENANT 2024/2026
RELATIF AU CONTRAT POUR LA RÉUSSITE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

ENTRE

La/Le Préfète/Préfet du département de XXXX
Ci-après désigné par « l'État » ;

d'une part,

ET

La Communauté XX , représentée par Madame/Monsieur XX , son/sa président(e)

ET

Cosignataire XX...(Région, Département, Commune(s), Pays/PETR, opérateurs...)

d'autre part,

dénommés les parties prenantes.

En présence de XX (maires, représentant de la Région, du Département, du Pays/PETR....)

Préambule :

Pour poursuivre le développement des territoires, répondant aux besoins des habitants tout en préparant l'avenir face aux défis majeurs du pays, un partenariat efficace entre l'Etat et les collectivités territoriales est incontournable. La contractualisation est un des leviers pour mobiliser de manière optimale les moyens disponibles et l'occasion d'identifier des mesures de simplification de l'action publique pour en maximiser l'impact.

Afin d'accélérer la transition écologique du pays, le Président de la République a annoncé le 25 septembre 2023 l'engagement d'une démarche de planification écologique. Pour atteindre, à l'horizon 2030 les objectifs de décarbonation, de préservation et de restauration de la biodiversité, de gestion durable des ressources et d'adaptation au changement climatique, la mobilisation coordonnée de l'Etat, des collectivités territoriales, déjà actives en la matière, du monde économique et de la société civile est nécessaire.

Conformément à la circulaire de la Première ministre du 29 septembre 2023 relative à la mise en œuvre de la territorialisation de la planification écologique, la conférence des parties (COP) de la région XX *et/ou du département YY*, après une phase de diagnostic et de débat, a établi en date du XX/XX/202X une feuille de route présentant *une série de leviers concrets et des engagements d'actions et de projets à mener dans les territoires (à adapter)*.

Les contrats de relance et de transition écologique évoluent en « contrats pour la réussite de la transition écologique » pour enrichir le partenariat local, poursuivre et accélérer la mise en œuvre des actions du projet de territoire à l'échelle du bassin de vie en renforçant les ambitions écologiques selon les orientations des COP régionales et les déclinaisons départementales.

Comme rappelé dans l'instruction du 30 avril 2024 relative à la relance des CRTE, ce contrat constitue un cadre d'échanges avec les partenaires pour identifier les priorités d'action et un vivier de projets portés par les collectivités avec le soutien potentiel financier et en ingénierie de l'État, de ses opérateurs et des autres partenaires publics ou privés. Les outils comme la [boussole de la transition écologique](#), permettant d'apprécier l'impact environnemental de tout projet, et [Mon espace collectivité](#), plateforme d'accompagnement de projets, appuient la démarche. Le contrat est susceptible d'être actualisé annuellement.

Les actions retenues pourront être cofinancées par l'État, par le biais de subventions qui seront demandées par les maîtres d'ouvrage, au titre des dotations et crédits ministériels disponibles, et pour lesquels elles seraient éligibles. La part minimale des projets favorables à l'environnement au sens du budget vert financés au titre de la DSIL, DSID, DETR et FNADT, est précisée annuellement dans l'instruction relative aux règles d'emploi des dotations à l'investissement des collectivités territoriales.

Conformément à l'instruction relative à la programmation pluriannuelle des dotations de soutien à l'investissement des collectivités locales (DETR, DSIL, DSID) du 31 mai 2024, le préfet peut programmer pour 2025 des engagements à hauteur de 50% du montant des crédits qui lui ont été notifiés au titre de 2024, et pour 2026, à hauteur de 25% du montant de ces mêmes crédits. Cette programmation pluriannuelle est glissante et peut être ajustée chaque année dans la limite de ces mêmes plafonds.

Les parties prenantes, signataires du contrat pour la réussite de la transition écologique, conviennent :

ARTICLE 1 : Objet

Après un travail en revue de projets et sur proposition du Comité de pilotage, le présent avenant a pour objet d'actualiser le CRTE signé en 20XX, entre la Communauté de XXX et l'État, pour les années 2024 à 2026.

ARTICLE 2 : Orientations stratégiques du CRTE

Le présent avenant actualise et complète les orientations stratégiques indiquées ci-après pour l'accélération de la transition écologique du projet de territoire approuvé le XX/XX/XXXX :

- Orientation 1 :
- Orientation 2 :
- Orientation 3 :
- Orientation 4 :

Toute évolution du contenu de ces orientations en cours de contrat sera validée par le comité de pilotage.

ARTICLE 3 : Descriptif des actions à engager

Au regard des priorités du territoire et des enjeux de transition écologique, l'avenant traduit les évolutions suivantes :

- les projets à retirer du contrat,
- les actions à maintenir avec évolution,
- les nouvelles actions prêtes à démarrer d'ici 2026 à inscrire, dont celles mettant en œuvre la feuille de route de la COP,
- les projets encore à travailler, voire à accompagner en ingénierie.

Le reste du contrat est inchangé.

L'ensemble des actions est décliné en fiche-action disponible en annexe 1 du présent avenant.

Des fiches projets peuvent être établies pour les projets identifiés restant à travailler collectivement, voire à orienter vers le guichet local de l'ingénierie.

Article 4 : Maquette financière prévisionnelle pluriannuelle

La présente convention ne constitue pas une demande ou une notification de subvention au sens de l'article R. 2334-22 du code général des collectivités territoriales. De ce fait, elle ne vaut pas engagement au sens de l'article 30 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

La maquette financière reprend l'ensemble des engagements prévisionnels des partenaires. Elle est annexée au présent avenant et est susceptible d'évoluer.

Elle précise notamment les montants :

- des crédits de l'État et de ses opérateurs (DETR, DSIL, DSID, FNADT, fonds vert, crédits ministériels...) sollicités et contractualisés, notamment selon les modalités de l'instruction du 31 mai 2024, sous réserve des dispositions des lois de finances et de la disponibilité budgétaire des crédits ;
- le rappel des actions financées au titre du fonds vert en 2023 et 2024 qui ne figuraient pas déjà dans le CRTE (circulaire 28 décembre 2023 relative à la gestion 2024 du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires) ;
- les financements des collectivités territoriales (Région, Département, communes et leurs groupements...);
- les financements des autres partenaires publics et privés.

ARTICLE 5 : Durée

Le présent avenant est effectif à sa date de signature et jusqu'en 2026. Il peut être modifié annuellement.

ARTICLE 6 : Suivi

Le comité de pilotage du contrat pour la réussite de la transition écologique assure le suivi des engagements des signataires et des partenaires, de la réalisation des actions et de leur évaluation. Il se réunit au moins une fois par an.

Fait à XXXXXX, le JJ mois 20AA	
Le/la Président de la Communauté de XXXXXX,	Pour la/le Préfète/Préfet
Prénom NOM	Prénom NOM

Cosignataire XX...(Région, Département, Commune(s), Pays/PETR, opérateurs...)	Cosignataire XY...(Région, Département, Commune(s), Pays/PETR, opérateurs...)
Prénom NOM	Prénom NOM

